

# JICA's WORLD

Le magazine de l'Agence japonaise de coopération internationale | [www.jica.go.jp/french](http://www.jica.go.jp/french) | Septembre 2014 Vol. 6 • N° 2



*Réaliser  
l'égalité des sexes  
par  
l'autonomisation des femmes*

**L**a notion de « genre » renvoie à une représentation inconsciente des rôles respectifs des hommes et des femmes, ainsi qu'à leurs relations, basée sur des facteurs tels que la culture, les traditions, et les coutumes. Des inégalités entre les sexes profondément ancrées, en particulier dans les pays en développement, placent souvent les femmes dans une situation défavorable par rapport à l'éducation, la santé, l'emploi, ou à d'autres aspects de la société. La promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes est une priorité des objectifs du Millénaire pour le développement, et elle restera un enjeu important du programme de développement de l'après-2015.

Il est essentiel d'éliminer les inégalités entre les hommes et les femmes pour parvenir à l'objectif de développement inclusif de la JICA. Créer un environnement dans lequel les femmes – la moitié de la population mondiale – pourraient réaliser pleinement leur potentiel serait un solide moteur de croissance, facteur de renforcement de la productivité économique et de dynamisation des sociétés. Depuis plusieurs années, la JICA se concentre sur la mise en œuvre d'un large éventail de projets visant l'élimination des inégalités entre les sexes et l'autonomisation des femmes. L'Agence promeut également la « prise en compte des sexospécificités », une approche globale intégrant une perspective de genre à tous les stades – planification, mise en œuvre, suivi et évaluation – des politiques et des programmes, afin de répondre aux problèmes de développement, aux besoins et aux impacts liés au genre.

En septembre 2013, le premier ministre Shinzo Abe qui s'exprimait à l'occasion de la 68<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations unies a souligné la nécessité de faire progresser la cause des femmes. Devant la communauté internationale, il a affirmé la volonté du Japon de construire une société au sein de laquelle les femmes pourraient « exceller », en renforçant leurs capacités et en faisant mieux entendre leur voix, et d'un environnement qui leur serait plus favorable. Ce numéro de *JICA's World* détaille les programmes et projets entrepris à ce jour par la JICA pour faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes afin de bâtir un monde meilleur pour tous.

# Réaliser L'égalité Des sexes Par L'autonomisation Des femmes





## Redynamiser les centres de développement pour les femmes au Nigéria

Le Nigéria a enregistré une croissance économique significative ces dernières années en tant que plus grand producteur de pétrole en Afrique. Alors que les femmes jouent un rôle de plus en plus important dans la réussite économique du pays, des obstacles continuent de les empêcher de participer pleinement à la société. La JICA met en œuvre plusieurs projets visant à autonomiser les femmes au niveau local, en les aidant à devenir des actrices plus actives et plus productives de la société.

### DES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION

Émergeant de la végétation dense, Abuja, la capitale, avec ses avenues rectilignes et ses immeubles resplendissants, apparaît comme un symbole de la croissance du Nigéria

mais aussi de l'Afrique. Située au centre du pays, la ville a été construite avec l'aide de Kenzo Tange, reconnu comme l'un des chefs de file du mouvement architectural moderne japonais de l'après-guerre, et de son équipe d'urbanistes.

Incontestablement, le pétrole a été le moteur du récent boom économique nigérian. Cependant, malgré la croissance, les hommes continuent d'avoir la mainmise sur l'activité économique ; et la participation des femmes dans la société reste limitée. Ces inégalités sont encore plus criantes dans les territoires islamiques du nord du pays, où souvent les croyances obligent les femmes à rester à la maison.

Dans les années 1980, le huitième président du Nigéria, Ibrahim Babangida, a initié des mesures gouvernementales visant à améliorer le statut des femmes dans les villages agricoles et ruraux. En particulier, le programme d'amélioration de la vie des femmes en milieu rural, créé par la femme du président Babangida, Maryam, a permis d'établir plus de 700 centres de développement pour les femmes (CDF) à travers le pays afin d'assurer l'éducation et la formation professionnelle des Nigérianes.

### MANQUE DE RESSOURCES ET GESTION INADÉQUATE

Les CDF ont permis de grandes avancées au niveau local pour améliorer les conditions de vie des femmes, mais leur



Le magnifique dôme doré de la mosquée nationale d'Abuja (à gauche) et le majestueux rocher d'Aso, Abuja, Nigéria.

avenir a été compromis lorsque le président Babangida a quitté le pouvoir en août 1993. Dans l'impossibilité de mobiliser des fonds auprès des gouvernements suivants, les CDF ont déperdi. À la fin des années 1990, la plupart ne fonctionnaient plus de manière adéquate.

En 1995, le gouvernement nigérian a établi le Centre national pour le développement de la femme (CNDF) afin d'étudier les questions liées au genre et de mettre en œuvre des programmes de formation professionnelle. Au début des années 2000, le CNDF, chargé de superviser les CDF, a lancé une étude pour évaluer le travail accompli par les centres. L'étude a montré que les centres avaient le potentiel pour aider les femmes à sortir de la pauvreté, mais qu'ils n'étaient pas en mesure de fournir les services adaptés pour répondre aux besoins en constante évolution des usagers.

Depuis 2003, la JICA collabore avec le CNDF pour revitaliser les Centres de développement pour les femmes à travers le pays. En janvier 2007, un projet a commencé dans les CDF de Kano, le plus grand État du Nigéria. Situé dans le nord islamique conservateur, l'État de Kano a une population de plus de 9 millions d'habitants et joue un rôle de plateforme commerciale au niveau national. Le projet a pour ambition de faire du CDF un modèle viable pour l'autonomisation des femmes privées de leurs droits, en leur apportant une éducation et une formation professionnelle leur permettant de gagner leur vie et d'accéder à un meilleur statut social.

### PARTAGER LES SUCCÈS AVEC D'AUTRES RÉGIONS

Le projet a sélectionné six CDF à Kano en tant que centres pilotes et s'est attelé à l'élaboration de lignes directrices claires pour assurer leur fonctionnement. Ces efforts ont amélioré la qualité des services et de la gestion des centres, en leur conférant autonomie et productivité et en leur valant d'être mieux acceptés dans la région.

Lorsque le projet est arrivé à son terme en janvier 2010, le gouvernement nigérian a demandé à la JICA de lancer une seconde phase visant à étendre les succès obtenus dans les six centres pilotes à d'autres CDF de Kano et dans le reste du pays.

La seconde phase, démarrée en février 2011 et prévue

sur quatre ans, jusqu'en février 2015, couvre six États : Kano et Kaduna au nord, Niger et Kwara au centre, et Anambra et Cross River au sud.

### RÉPONDRE À DES BESOINS EN CONSTANTE ÉVOLUTION

Le district de Paikoro est situé à 30 minutes en voiture de la capitale de l'État de Niger, Minna. Selon Pauline Daniel, chargée du développement des femmes, près de 80 femmes participent quotidiennement à des sessions de formation de quatre heures au CDF de Paikoro, qui propose des cours de couture, de tricot, de broderie de perles et de teinture.

Au centre, durant le cours de couture, le bruit des machines à coudre à pédale remplit la pièce. « Toutes les Nigérianes font faire leurs vêtements à la main », explique l'une des formatrices du centre, Hamia Mohammed. « Tout est confectionné sur commande, la couture est donc une compétence très recherchée ».

Hafusar Bello, âgée de 22 ans, suit les cours de tissage du centre en portant son bébé sur le dos. « C'est difficile de concilier la formation au centre et le travail à la maison, mais c'est toujours un bonheur quand le vêtement fini comble les attentes », confie-t-elle. « J'ai le soutien de mon mari, et cette nouvelle compétence me permettra de subvenir aux besoins de notre famille ». Comme Hafusar, la plupart des stagiaires ont autour de vingt ans, et ils considèrent que l'évolution des normes sociétales procurant aux femmes davantage de possibilités de travailler a été déterminante dans leur décision de venir étudier au centre.

Les cours de tricot sont dispensés sur des machines identiques à celles utilisées pour le travail réel. Kiyomi Kaida, membre de l'équipe d'experts de la JICA en visite au CDF, observe les activités et offre son aide lorsque cela est nécessaire. « Cette machine n'est pas très stable », remarque-t-elle. « Nous allons devoir la réparer ». Répondre à chaque problème, si petit qu'il puisse paraître, permet d'améliorer la qualité des services du centre.

Lahama Baroa, directrice au ministère des Affaires féminines de l'État de Niger, déclare : « Nous voudrions introduire de nouveaux cours en dehors de la couture et du tricot pour répondre aux besoins croissants des



Une mère porte son enfant sur le dos en suivant un cours de tricot. Les centres de développement pour les femmes permettent aux mères de suivre des formations tout en s'occupant de leurs enfants.



L'une des machines à tricoter utilisée dans les classes d'un centre de développement pour les femmes.



Le CDF de Paikoro, dans l'État de Niger, tout juste reconstruit.

femmes du centre. Il est fondamental d'apporter des compétences élémentaires pour assurer un bon avenir à ces femmes et à leur famille. »

### ÉTENDRE LE RAYON D'ACTION DES CENTRES DE DÉVELOPPEMENT POUR LES FEMMES

« Il est essentiel que les femmes participent au développement du Nigéria », affirme Mallam Sadeeq Omar, directeur de la planification, de la recherche et des statistiques au Centre national pour le développement de la femme. « Mais dans la pratique, les femmes ont peu souvent l'occasion de montrer de quoi elles sont capables. C'est sur ce point que le gouvernement doit intervenir pour les aider ».

Dans le cadre de son action globale, le CNDF a récemment commencé à diffuser un programme hebdomadaire sur les stations de radio régionales expliquant ce que les CDF peuvent apporter aux communautés. La radio reste la principale source d'information pour de nombreux foyers dans les zones rurales, et le CNDF espère que ces programmes permettront de présenter les centres et leur rôle précieux à un public plus large et, de manière tout aussi importante, faire en sorte qu'ils soient mieux acceptés par les membres plus conservateurs des familles.

La coopérative de femmes Haske, située dans la banlieue de Minna, fabrique et vend des produits à base de noix de karité, une culture importante au Nigéria. À la coopérative, les femmes locales préparent du beurre de karité en concassant les noix avec un bâton et un mortier



Sandales et accessoires fabriqués par les élèves d'un CDF. Les centres aident les femmes à acquérir de nouvelles compétences.



L'expert de la JICA, Kiyomi Kaida, s'entretient avec des élèves et des formatrices à propos des vêtements confectionnés durant les cours d'un CDF.



Des membres de la coopérative de femmes Haske travaillent en tandem pour concasser des noix de karité (à gauche). L'huile ainsi obtenue sert à fabriquer toutes sortes de savons et de crèmes pour les mains.



en pierre, puis en ajoutant de l'eau pour séparer l'huile. Le beurre de karité, reconnu pour ses vertus hydratantes, est largement utilisé dans la fabrication du savon et des crèmes pour les mains.

« Nous avons choisi d'appeler notre organisation « haske » car cela signifie « lumière », explique la directrice de la coopérative, Zainabu Abu Bakhar. « Le travail que nous faisons ici à la coopérative contribue à construire un avenir meilleur pour les Nigériennes ».

Le ministère des Affaires féminines s'efforce de bâtir des passerelles entre les coopératives de femmes et les CDF dans l'État de Niger. Selon Kiyomi Kaida, « les femmes ne savent pas toujours comment exploiter au mieux ce qu'elles ont appris à l'issue du cours. Elles peuvent commencer une activité indépendante, mais

nous souhaitons aussi qu'elles envisagent de s'associer avec d'autres femmes de la région ».

Alors que la lumière du soleil couchant illumine leurs visages souriants, les femmes de la coopérative poursuivent gaiement leur tâche. Quand on l'interroge sur la devise de la coopérative, Zainabu Abu Bakhar répond « Du travail nous tirons notre fierté ».

Deux semaines après notre reportage, les médias se sont fait l'écho dans le monde entier de l'enlèvement choquant de lycéennes par un groupe terroriste dans le nord du pays. La voie de l'autonomisation des femmes au Nigéria, comme dans d'autres pays en développement, sera encore longue et difficile. Mais la JICA est persuadée que le dur travail accompli sur le terrain réussira à apporter des changements positifs pour les femmes de ces pays.



Des victimes de trafics d'êtres humains qui ont été rapatriées parlent avec des travailleurs sociaux chargés de les aider dans une pagode de Mandalay, au Myanmar.

## Travailler ensemble pour éradiquer les trafics d'êtres humains au Myanmar

La mondialisation et l'accroissement des inégalités économiques ont fait du trafic des êtres humains, ou la traite des personnes, une menace sérieuse au niveau international. Le département d'État des États-Unis estime que le trafic des êtres humains fait 800 000 victimes chaque année. Ce sont principalement des femmes et des enfants pauvres et d'autres membres vulnérables de la société ; un tiers des victimes viennent d'Asie du Sud-Est.

### AGGRAVATION DE LA SITUATION DANS LA SOUS-RÉGION DU MÉKONG

Le trafic transfrontalier est devenu particulièrement préoccupant dans les six pays traversés par le fleuve Mékong : le Cambodge, le Vietnam, le Laos, la Thaïlande, le Myanmar

et la Chine. De mars 2009 à mars 2014, la JICA a apporté son aide à une équipe multidisciplinaire constituée d'agences gouvernementales et non gouvernementales impliquées dans le secours et la réinsertion sociale des victimes de trafic en Thaïlande.

La JICA déploie également des efforts concertés pour la prévention des trafics. Au Vietnam, un projet mené de juillet 2012 à juillet 2015 a mis en place un système d'assistance téléphonique destiné à prévenir les trafics des êtres humains et à venir en aide aux victimes. Les victimes et leurs familles peuvent appeler un numéro d'urgence pour bénéficier d'un soutien psychologique. Le service collecte également des informations sur les trafics et les transmet aux agences concernées.

### SOUTENIR LES VICTIMES AU MYANMAR

Les cas de trafic se multiplient au Myanmar, où les victimes sont souvent emmenées en Thaïlande et en Chine pour travailler dans l'industrie du sexe ou en tant que main-d'œuvre bon marché. En réponse à cette situation, la JICA a initié en 2009 un projet de lutte contre les trafics au Myanmar.

Le Myanmar a poursuivi les efforts visant à endiguer ce fléau, notamment en adoptant une législation destinée à lutter contre le trafic d'êtres humains en 2005, puis par l'élaboration d'un plan quinquennal et la participation à des



Les conseillers se livrent à des jeux de rôle pour apprendre à interagir avec des victimes de trafic (à gauche). L'expert de la JICA, Kyoko Katsuki, s'adresse à des participants lors d'un cours de formation au soutien psychologique.

plans de lutte coordonnés avec d'autres pays de la sous-région du Grand Mékong. Bien que ces efforts aient permis d'améliorer la situation en renforçant les mesures préventives, l'aide aux victimes reste insuffisante.

Pendant une année, à partir de mars 2009, la JICA a envoyé des experts au Myanmar pour évaluer le niveau de soutien aux victimes. L'étude a montré que s'il existe un mécanisme de soutien pour accompagner leur réinsertion dans la société, les efforts de réhabilitation et de réinsertion sont en butte à des difficultés qui mettent en relief la mauvaise compréhension de la situation des victimes et le manque de foyers.

Dans ce contexte, la JICA a répondu à une demande du gouvernement du Myanmar avec un projet qui a débuté en juin 2012 pour renforcer les capacités des agents chargés de l'aide aux victimes. Dans le cadre de ce projet, qui devrait se terminer en juin 2015, la JICA envoie des experts pour assurer des formations et apporter des conseils aux travailleurs sociaux du département de la protection sociale, aux policiers et à des membres d'ONG du Myanmar. Le projet a pour ambition d'établir un système de soutien durable pour les victimes.

Parallèlement à ces activités de la JICA, le gouvernement japonais a accordé un don, via le ministère des Affaires étrangères, pour la construction de foyers destinés aux victimes de trafic.

### AIDER LES VICTIMES À SE RÉINSÉRER DANS LA SOCIÉTÉ

À leur retour au Myanmar, les victimes passent les premiers jours dans un foyer. Après des entretiens avec des travailleurs sociaux du département de la protection sociale et des agents de police, elles retournent dans leur famille. Cependant, de nombreux membres du personnel ne comprennent pas bien comment apporter une aide adaptée à ces personnes.

Kyoko Katsuki, expert de la JICA, a participé à l'élaboration d'un programme visant à former des instructeurs qualifiés pour conseiller et guider les personnes impliquées dans la réhabilitation et la réinsertion. Parmi les nombreux cours organisés dans le cadre de ce programme,

le soutien psychologique aux victimes semble trouver un écho particulièrement puissant parmi les participants. Le formateur y insiste sur la nécessité de laisser les victimes décider par elles-mêmes de la prochaine étape et décrit le rôle des conseillers comme une aide pour faire le meilleur choix en identifiant les problèmes et en fournissant des informations. « Jusqu'à maintenant, je ne faisais qu'écouter ce que les victimes avaient à dire », confie un policier qui a participé au cours. « Dorénavant, je vais pouvoir leur fournir des informations qui apaiseront leurs inquiétudes ».

Le Myanmar a également besoin de programmes de réinsertion offrant des opportunités économiques aux victimes de trafic. La JICA établit actuellement un centre d'information dans la ville de Rangoun qui permettra aux victimes de trouver un emploi stable et de subvenir à leurs besoins une fois rentrées chez elles. Pour aller de l'avant, la JICA poursuivra ses efforts de lutte contre les trafics d'êtres humains en renforçant la coopération avec les pays de la sous-région du Grand Mékong.

Les participants à un cours de formation discutent des besoins des victimes et des manières de leur venir en aide.





La couverture du carnet angolais de santé de la mère et de l'enfant montre un couple de parents qui s'occupent de leur bébé pour encourager l'implication des pères dans l'éducation des enfants.

## Le savoir-faire japonais pour venir en aide aux femmes et aux enfants angolais

Après une longue guerre civile, l'Angola a connu une croissance continue. Cependant, l'accès aux services de santé, besoin humain fondamental, est encore insuffisant. Dans le cadre des efforts pour améliorer la situation, l'Angola a adopté le système japonais de « carnet de santé de la mère et de l'enfant » afin de protéger la santé des femmes enceintes et des enfants. Les autorités angolaises s'emploient aujourd'hui à promouvoir une plus large utilisation de ces guides.

### LA QUESTION PRÉOCCUPANTE DE LA SANTÉ MATERNELLE ET INFANTILE

La guerre civile angolaise a duré 27 ans après la déclaration d'indépendance du joug colonial jusqu'au cessez-le-feu de 2002. Cependant, même après une décennie de paix, les

indicateurs de santé restaient faibles. C'est à ce moment que le Japon a offert une aide pour améliorer les soins de santé en construisant des structures médicales et en formant des médecins, des infirmiers et d'autres professionnels de santé. Sur ces activités s'est greffée une coopération Sud-Sud avec le Brésil, un partenaire solide du Japon, qui a tiré parti d'une expérience similaire et de sa langue commune, le portugais, avec l'Angola.

Le pays doit faire face à divers problèmes sanitaires, mais la santé maternelle et infantile est une question particulièrement préoccupante. Le taux de mortalité maternelle était de 450 décès (pour 100 000 naissances vivantes) en 2010, à titre de comparaison il n'était que de 4,1 au Japon, tandis que le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans était de 158 (pour 1 000 naissances vivantes) en 2011, soit le huitième taux le plus élevé dans le monde. Pour les femmes angolaises, donner naissance comporte un risque réel de décès et la santé de leurs enfants est constamment menacée.

### INTRODUCTION DU CARNET DE SANTÉ

L'absence d'un système de gestion continue de la santé des femmes enceintes et des jeunes enfants est l'un des facteurs qui se cache derrière ces statistiques alarmantes. Des carnets de grossesse consignants les résultats des examens avant l'accouchement et des cartes de santé de l'enfant indiquant



Des mères font la queue pour faire vacciner leurs enfants (ci-dessus). Des membres du comité discutent du contenu du carnet de santé de la mère et de l'enfant.



si nous avions cela en Angola, nous pourrions protéger la santé des mères et des enfants », se souvient-il.

### FAIRE BOUGER LES MENTALITÉS

Dans un premier temps, un comité sur le carnet de santé de la mère et de l'enfant a été formé avec des membres du ministère de la Santé ; de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'UNICEF et d'autres organisations internationales actives dans le pays ; ainsi que d'organismes locaux comme la Société angolaise de pédiatrie. Le comité a conçu le carnet de santé maternelle et infantile angolais en se basant sur le carnet de grossesse et la carte de santé de l'enfant actuellement utilisés, le matériel pédagogique de l'UNICEF et des documents du ministère de la Santé, entre autres sources.

Après une année de débats, une version d'essai a été achevée. Toru Sadamori se souvient : « Mes collègues du ministère de la Santé m'ont dit, « Nous ne voulons pas d'argent ; nous souhaitons acquérir des connaissances et des compétences ». J'ai ressenti chez eux une profonde motivation pour améliorer la situation ». Le carnet à la main, le Dr Costa exprime sa détermination : « Je souhaite étendre l'usage de ce carnet de santé de la mère et de l'enfant à tout l'Angola ».

La prochaine étape consiste à former les professionnels de la santé à l'utilisation de ce carnet et à effectuer des distributions tests aux futures mamans de la capitale, Luanda. En se basant sur les retours des usagers, le comité pourra améliorer le carnet. En Angola, la tradition veut que l'éducation des enfants au même titre que leur mise au monde, soit une tâche exclusivement dévolue aux femmes ; l'un des objectifs du projet est de faire bouger les mentalités en encourageant les pères à jouer un rôle plus actif grâce à une large diffusion du carnet. Les membres du projet d'Angola, du Brésil et du Japon attendent avec impatience le jour où les carnets, présents dans tous les foyers angolais, amélioreront la santé des femmes et des enfants de l'ensemble du pays.



Des spécialistes brésiliens fournissent des instructions en matière de techniques médicales. Le Brésil a été un partenaire clé pour la promotion du carnet de santé.

# Des femmes prennent leur avenir en main

Dans les nations en développement, les femmes sont souvent politiquement, économiquement et socialement désavantagées. Dans cette partie, nous allons vous présenter trois femmes qui luttent pour changer cette situation et autonomiser leurs compatriotes en s'appuyant sur l'expertise de la JICA.



**Transmettre des compétences pour un avenir meilleur**  
Asia Jabeen, département d'architecture du Government College of Technology - Railway Road, Lahore, Pakistan

**L**es visiteurs du Government College of Technology de la ville de Lahore, au nord-est du Pakistan, risquent d'assister à une scène inattendue — des étudiantes, portant le costume traditionnel fluide et un casque de sécurité, qui mettent en pratique avec application les compétences et techniques acquises lors de leurs études d'architecture.

Le département d'architecture de cette université est le premier, parmi toutes les institutions publiques du Pakistan, à ouvrir ses cours aux femmes comme aux hommes. Lorsque Minoru Ito, expert en architecture de la JICA venu dans cette université dans le cadre d'un projet d'amélioration des contenus éducatifs, a proposé pour la première fois d'ouvrir les cours aux femmes, Asia Jabeen, professeur au département, a immédiatement donné son accord. Au Pakistan, les choix de carrière des femmes sont souvent limités à des postes de fonctionnaire ou d'infirmière. Mais ces dernières années, le secteur de l'architecture a commencé à s'ouvrir aux femmes. Cette évolution s'explique par la croissance économique du pays : avec le boom du secteur de la construction, la demande de travailleurs — notamment de femmes — ne cesse de croître.

« Les femmes issues de familles disposant de revenus limités peuvent réduire les frais de scolarité en entrant dans une école technique comme la nôtre » explique Asia. « Permettre aux femmes d'appliquer les compétences qu'elles ont acquises en obtenant des emplois bien rémunérés dans le secteur de la construction est une étape décisive vers la réduction de la pauvreté ». Après avoir obtenu un master d'architecture à l'Université d'ingénierie et de technologie de Lahore, Asia a acquis de l'expérience en travaillant dans un cabinet d'architectes avant d'enseigner à son tour. Elle espère que ses étudiantes suivront ses traces, et qu'elles utiliseront ce qu'elles ont appris pour se bâtir un autre avenir.

Lorsqu'une bombe a explosé dans une gare ferroviaire non loin de l'université durant les troubles politiques qui ont affecté le Pakistan, les administrateurs ont envisagé de fermer les cours aux étudiantes. Asia était résolument opposée à cette proposition et elle s'est engagée à faire tout ce qui était en son pouvoir pour protéger les étudiantes. Près de 104 étudiantes ont rejoint le cursus d'architecture en trois ans, depuis son ouverture en 2010, et Asia croit fermement que ces étudiantes, et les autres femmes comme elles dans le pays, deviendront des forces de changement dans la société.

**L**e changement de cap radical effectué par Fikirte Addis Tedla en passant de la pédopsychologie au stylisme, a été motivé par la situation des jeunes femmes de son Éthiopie natale, utilisées comme main-d'œuvre bon marché dans les fabriques de textile et autres usines. Selon elle, il existe une solution simple à ce problème : « Les usines n'auraient pas besoin d'avoir recours au travail des enfants si les entreprises de l'habillement étaient prêtes à payer des salaires décents pour la confection de leurs produits ».

Fikirte, passionnée de stylisme depuis le lycée, a ouvert sa propre entreprise, Yefikir Design, en 2009. Ses créations, confectionnées par des femmes de la région, associent un style moderne à des éléments empruntés au costume traditionnel des ethnies éthiopiennes. La participation au processus de confection des vêtements permet aux employées d'élever leurs enfants tout en gagnant de l'argent et en apprenant le stylisme ; ce qui se traduit par une meilleure qualité de vie. Les efforts de Fikirte pour améliorer le niveau de vie des femmes ont été stimulés par l'accueil chaleureux reçu par sa marque à New York, Paris et dans d'autres grandes capitales de la mode.

En février 2014, Fikirte a participé avec d'autres femmes entrepreneurs du Japon et d'Afrique à un séminaire co-organisé par la JICA et la ville de Yokohama, intitulé « Autonomisation des femmes par l'entrepreneuriat ». Les participantes ont discuté des divers projets et mesures mis en œuvre au Japon pour promouvoir et soutenir l'entrepreneuriat des femmes au niveau local. Dès son retour en Éthiopie, Fikirte a immédiatement mis en pratique ce qu'elle avait appris au Japon pour créer des programmes de formation pour les femmes entrepreneurs de son pays natal. « J'ai découvert que la clé de la réussite dans les affaires passe par un engagement ferme et

une amélioration constante du produit », explique Fikirte. « L'Éthiopie possède une grande diversité de traditions vestimentaires uniques et d'une grande beauté que j'aimerais partager avec le reste du monde. J'espère que mes efforts participeront à un élargissement du rôle

des femmes dans la société éthiopienne au cours des prochaines décennies ». Grâce aux connaissances acquises au Japon, Fikirte continue de lutter pour autonomiser les femmes de son pays natal.

**La mode comme force de changement**  
Fikirte Addis Tedla, styliste, Yefikir Design, Éthiopie



**Utiliser des couleurs locales pour enrichir les vies**  
Elena Chiquival, coordinatrice du Consortium des femmes, Santiago Atitlán, Guatemala

**L**e long des rives du magnifique lac Atitlán, au Guatemala, des pièces de tissu aux teintes éclatantes sont étendues au soleil. Cette étoffe bariolée, spécialité de cette terre traditionnelle des Mayas, est le moyen qu'a choisi Elena Chiquival pour améliorer les moyens d'existence des femmes de la région. À ce jour, Elena a créé 13 groupes de femmes à qui elle enseigne les techniques de tissage afin de fabriquer des produits disposant d'un fort potentiel de vente. « De nombreuses femmes n'ont pas eu la possibilité de recevoir une éducation », explique Elena. « En les aidant à fabriquer des produits de haute qualité qui peuvent se vendre à un bon prix, mon objectif est d'améliorer le niveau de vie des femmes locales ».

Elena se souvient avoir commencé son activité après sa participation à un

programme de formation au Japon, en 2007, où elle a entendu parler du mouvement pour l'amélioration des conditions de vie en milieu rural au Japon après la deuxième guerre mondiale. Pour Elena, comprendre comment les femmes des zones agricoles ont pu améliorer leur niveau de vie a été une révélation. En se remémorant son expérience, elle explique, « J'ai appris l'importance de s'engager au niveau local sur les problèmes qui nous tiennent à cœur. Il ne faut pas attendre qu'on vous aide, mais se prendre en main pour créer quelque chose qui a de la valeur ».

Peu après son retour au Guatemala, elle a commencé à discuter sérieusement de ses idées avec d'autres femmes de la région. En voyant comment les teintures chimiques s'effaçaient rapidement, le groupe a décidé de fabriquer des produits avec du tissu teint localement et naturellement. Lorsqu'elle parle de son projet, la fierté d'Elena transparaît dans ses yeux brillants. « À travers notre travail de marketing, nous étudions les modèles et les couleurs qui plairont le plus. Notre objectif est de fabriquer des produits qui attireront un large public. »

# Vers l'égalité des sexes : Progrès et défis

Shireen Lateef

Conseillère senior (genre), Banque asiatique de développement

L'année prochaine, 2015, marquera le vingtième anniversaire de la quatrième conférence mondiale des Nations unies sur les femmes qui a vu l'adoption à l'unanimité de la déclaration et du programme d'action de Beijing (DPAB) pour la promotion et l'autonomisation des femmes. Parallèlement, 2015 sera aussi l'année cible pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) adoptés au niveau international. Le troisième OMD, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, fixe explicitement un objectif d'égalité entre les hommes et les femmes. Quels progrès avons-nous accomplis pour réaliser les promesses du DPAB et des OMD sur l'amélioration de la vie des femmes et des filles ?

La région Asie-Pacifique a effectué des avancées spectaculaires au cours des deux dernières décennies. Aujourd'hui, il y a plus de filles dans les écoles, moins de femmes qui meurent durant l'accouchement, plus de femmes salariées en dehors du secteur agricole, et plus de femmes dans les parlements et les organes de décision nationaux. Cette région est sans aucun doute devenue plus favorable aux femmes et aux filles.

## Un long chemin reste à parcourir

À l'approche de 2015, la région peut se targuer d'avoir fait progresser l'égalité des sexes. Mais si des progrès ont été accomplis, beaucoup reste à faire. Il y a encore trop de femmes qui meurent en accouchant ; trop de femmes et de filles qui souffrent de malnutrition ; trop de femmes sans emplois et sans revenus ; trop de filles qui n'achèvent pas leurs études secondaires ; et trop de femmes victimes de violences sexospécifiques. La région Asie-Pacifique affiche certains des pires indicateurs liés au genre dans le monde, notamment avec les « filles disparues », les crimes d'honneur, les meurtres liés à la dot, les mariages précoces ou d'enfants, les violences sexospécifiques, et la traite des femmes ou des filles. Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour réaliser l'égalité des sexes.

L'aide au développement de la JICA a sans nul doute été déterminante pour parvenir à réduire les inégalités entre les hommes et les femmes dans la région. La JICA a contribué à la réduction des inégalités entre les sexes dans l'éducation ; construit des hôpitaux et formé des professionnels de santé pour fournir des services de santé vitaux aux femmes et aux enfants ; soutenu les activités génératrices de revenus ; mis en place l'approvisionnement en eau dans les zones rurales pour réduire la pauvreté des femmes en termes de temps disponible et améliorer la santé ; et, à travers des programmes humanitaires et de secours en cas de catastrophe, minimisé l'impact des chocs et des catastrophes pour les femmes et leur famille.

Il est encourageant de constater que la JICA s'attaque également à quelques-

uns des problèmes régionaux les plus épineux et les plus sensibles, comme le trafic des femmes et des filles. Avec l'intensification de la mondialisation, l'amélioration de la connectivité physique et l'accroissement des mouvements de population transfrontaliers, le trafic de personnes représente une menace de plus en plus présente. La JICA renforce la collaboration entre les pays du Mékong pour adopter une approche coordonnée et unifiée face à ce risque.

## Le potentiel pour une approche sexospécifique renforcée

La plus grande partie de l'effort de la JICA en faveur de l'égalité des sexes passe par l'aide bilatérale sous forme de dons. En revanche, les prêts de la JICA sont plutôt axés sur le développement des infrastructures. À l'avenir, la JICA aurait intérêt à

forger une synergie plus étroite entre les programmes de prêts et de dons. L'Agence pourrait notamment mettre l'accent sur l'adaptation des infrastructures aux femmes et aux filles dans ses programmes de prêts. Les routes rurales, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, les transports publics urbains, l'électrification rurale et les programmes d'urbanisation peuvent contribuer de manière substantielle à un meilleur accès, plus rapide et plus simple, des femmes et des filles aux écoles, aux hôpitaux et aux marchés ; à réduire la pauvreté des femmes en termes de temps disponible ; à améliorer l'accès à l'emploi et aux opportunités génératrices de revenus ; et à assurer la mobilité physique des femmes ainsi que la sûreté et la sécurité des systèmes de transport. En effet, les infrastructures ne sont pas neutres en matière d'égalité entre les hommes et les femmes.

Il y a près de 18 mois, l'équipe de la JICA chargée des questions liées à l'égalité des sexes m'a invitée à Tokyo pour effectuer une présentation sur la conception de projets d'infrastructure plus inclusifs de la dimension de genre. J'ai été agréablement surprise par le grand nombre de membres de la JICA présents (principalement des ingénieurs et des hommes).

Certains ont été surpris d'apprendre que les prêts pour les infrastructures de la Banque asiatique de développement intégraient des critères liés au genre. La JICA doit relever le défi d'une conception et d'une mise en œuvre plus inclusives de la dimension de genre pour les projets d'infrastructure de son portefeuille de prêts. Elle peut notamment s'appuyer sur les expériences et les enseignements de la BAsD ; un renforcement conjoint des capacités sur les questions de genre peut être envisagé pour le personnel concerné. Si les projets bénéficiaient directement aux femmes restent indispensables pour réduire les inégalités entre les sexes, une approche double, associant des projets ciblés et l'intégration de la perspective de genre dans tous les projets et programmes, est nécessaire pour intensifier et accélérer les progrès en matière d'égalité entre les hommes et les femmes.



# TENDANCES



## Égalité des sexes et autonomisation des femmes dans l'agriculture



**A**u Kenya, les femmes représentent 70 % de la main-d'œuvre agricole. Bien qu'elles fournissent la plus grande part de travail, elles luttent pour vivre de l'agriculture. Les obstacles liés au genre, tels que l'accès limité à la terre et au matériel agricole, ainsi que le manque d'opportunités d'apprentissage des nouvelles techniques agricoles et la difficulté à acheminer les cultures vers les marchés, maintiennent les revenus à des niveaux peu élevés. Selon une étude de la Banque mondiale, parmi les agriculteurs les plus pauvres, les femmes ne gagnent toujours que la moitié du salaire de leurs homologues masculins.

Pour répondre à ce problème, la JICA, avec le ministère kényan de l'Agriculture, lance un projet en septembre 2014 pour améliorer les moyens de subsis-

Des efforts sont déployés pour promouvoir une gestion égalitaire de l'agriculture entre les hommes et les femmes.

tance des agriculteurs en encourageant l'égalité des sexes dans l'agriculture.

Le nouveau projet se concentre sur l'égalité des sexes et cherche à renforcer le rôle des femmes dans l'agriculture. Cela devrait améliorer la gestion et la rentabilité agricoles, et accroître les moyens de subsistance. Des expériences menées partout dans le monde ont montré qu'une participation active des femmes à la gestion agricole permet de renforcer l'efficacité et l'efficacité de la performance économique grâce à une utilisation adaptée des intrants agricoles et l'intégration des connaissances et de l'expérience accumulées par les femmes. L'autonomisation économique des femmes et la gestion égalitaire de l'agriculture par les deux sexes participent également au bien-être de la famille.

La JICA espère que les résultats de ce nouveau projet permettront de stimuler ses efforts d'intégration de la perspective de genre à ses autres activités pour le développement agricole sur le continent africain.



## Améliorer l'éducation alimentaire et nutritionnelle au Ghana



**A**u Ghana, les effets de la malnutrition sur le développement des enfants sont devenus préoccupants. La JICA, dans le cadre de son aide au gouvernement pour la création d'un plan d'action, a organisé du 16 au 26 juin des sessions de formation qui ont réuni des membres des ministères du gouvernement ghanéen, une commission et des représentants d'ONG ainsi que d'autres organisations japonaises participant aux efforts d'amélioration de l'alimentation.

Au Japon, l'éducation alimentaire et nutritionnelle, appelée « *shokuiku* », est offerte à toutes les couches de la population par les organisations du public comme du privé. Le programme de formation financé par la JICA a pour ambition d'appliquer les connaissances du *shokuiku* japonais pour aider le Ghana à mettre en œuvre des politiques nutritionnelles efficaces. Les participants se sont familiarisés avec les efforts

Les participants ont rendu visite à un poids lourd de l'industrie alimentaire japonaise qui produit un supplément pour améliorer l'équilibre nutritionnel des aliments de sevrage au Ghana.

d'amélioration de l'alimentation entrepris au Japon et les programmes d'éducation alimentaire et nutritionnelle menés par le gouvernement japonais.

Dans le cadre du projet, les participants ont visité l'Université Keisen, qui prévoit un cours obligatoire d'horticulture intitulé « Une ferme pour apprendre ». Les participants ont pu acquérir une expérience pratique de l'agriculture biologique dans les installations agricoles de l'école. L'un des participants a noté : « Le fait de participer à l'ensemble du processus agricole, de la semence à la consommation des produits cultivés, permet à ceux qui en font l'expérience de renouveler complètement leur regard sur ce qu'ils mangent ». Les participants ont également visité les locaux d'un grand fabricant de produits alimentaires et de boissons, des autorités sanitaires locales et de l'Association japonaise de diététique afin d'avoir une compréhension plus approfondie du domaine.

La JICA envisage l'intégration de programmes de nutrition à ses actions pour l'amélioration de la santé maternelle et infantile au Ghana.



## Réunion des parties prenantes à un accord de paix à Hiroshima



**L**e 27 mars 2014, un accord de paix a mis fin à 40 années de conflit entre le gouvernement philippin et le Front moro islamique de libération (FML) sur l'île de Mindanao, au sud des Philippines. La JICA, qui a soutenu le processus de paix, a organisé le séminaire pour la consolidation de la paix à Mindanao, du 23 au 25 juin, à Hiroshima. Le séminaire a réuni les différentes parties prenantes pour discuter des problèmes et des mesures à prendre vers l'instauration d'un gouvernement autonome du Bangsamoro. Ils ont adopté la déclaration d'Hiroshima, qui comprend une clause sur la gouvernance intégrant la dimension de genre pour offrir des opportunités aux femmes.

Co-organisé par la JICA et l'Université de Sains Malaysia, le séminaire a été une plateforme de dialogue

Le président des Philippines, M. Aquino (à gauche), et le président Murad lors du séminaire pour la consolidation de la paix à Mindanao.

intégrant l'ensemble des acteurs du processus de paix. C'était la première fois qu'il était organisé au Japon.

À cette occasion, le président philippin Benigno Simeon C. Aquino III a exprimé sa gratitude pour la médiation de la communauté internationale. Ensuite, le président Aquino a chaleureusement serré la main du président du FML, Al-Hajj Murad Ebrahim, ainsi que du négociateur en chef, Mohagher Iqbal. Avant l'accord de paix, la JICA apportait depuis 2003 une aide dans la région, notamment pour l'amélioration des petites infrastructures et la réduction de la pauvreté.

Depuis 2013, la JICA soutient le tout nouveau gouvernement du Bangsamoro pour la création de systèmes et d'institutions, le développement des ressources humaines et l'élaboration de plans de développement régional. La JICA continue de s'impliquer activement dans la promotion de la paix à Mindanao.

# Yumiko Tanaka

Conseillère senior de la JICA sur le genre et le développement



Yumiko Tanaka a travaillé pour la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) des Nations unies de 1983 à 1990, où elle s'est concentrée sur le genre et le développement dans la région Asie-Pacifique. Elle a organisé des sommets ministériels régionaux et des conférences internationales pour aider les gouvernements de la région à renforcer les programmes répondant aux problèmes affectant les femmes, notamment une participation accrue au processus politique, l'autonomisation économique et la prévention de la violence.

Après avoir rejoint la JICA, Yumiko Tanaka a commencé à s'intéresser à d'autres régions du monde, notamment l'Afrique, l'Amérique centrale et du Sud, et le Moyen-Orient. Elle garde un souvenir très vif d'un projet de préservation des forêts et de développement des communautés rurales mené au Népal de 1994 à 1996. « J'ai été logée par une famille et j'ai pu acquérir une connaissance directe de la culture et des modes de vie locaux », se souvient-elle. « Le fait d'avoir vu de mes propres yeux ce qu'était la vie des femmes pauvres a eu une profonde influence sur mon travail ».

Yumiko Tanaka s'est rendue en Afghanistan tous les ans entre 2002 et 2008 dans le cadre d'un projet d'aide aux femmes pauvres. Elle a vécu en Thaïlande de 2005 à 2008 avant d'initier un projet de lutte contre les trafics d'êtres humains en Thaïlande, au Myanmar et au Vietnam (p. 8-9). Elle assure toujours le suivi de projets dans la région du Mékong et souhaite vivement en reproduire les résultats. « J'espère pouvoir étendre les succès obtenus dans ces trois pays à l'ensemble de l'Asie du Sud et du Sud-Est », confie-t-elle.

Yumiko Tanaka a également participé à des projets liés au genre au Cambodge, en Tanzanie et dans d'autres pays, et elle travaille à une meilleure prise en compte de ces questions au Japon. « J'aimerais aider toutes les organisations coopératives internationales japonaises, et non seulement la JICA, à intégrer dans leurs activités la dimension de genre et la diversité sociale, notamment pour les personnes handicapées, les personnes âgées, les enfants et les minorités ».

## JICA<sup>®</sup>WORLD

est une publication de la JICA

### Éditeur :

Yasuko Nishino  
Bureau des Médias et  
des relations publiques

Nibancho Center Bldg  
5-25, Niban-cho  
Chiyoda-ku  
Tokyo 102-8012 JAPAN

Tél. : +81-3-5226-6660

Fax : +81-3-5226-6396

[www.jica.go.jp/french/](http://www.jica.go.jp/french/)

### Photo de couverture :

Participant à un cours  
de formation de la JICA  
en Syrie.

(PHOTO : © SANAE NUMATA)

### Photo des pages 2 et 3 :

Une jeune fille ramasse des  
branches tombées le long  
de la route au Bangladesh.

(PHOTO : © ATSUSHI  
SHIBUYA)



**L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) est le plus grand organisme bilatéral de développement du monde, opérant dans quelque 150 pays pour aider les personnes les plus vulnérables de la planète.**